ACTION

N° 32 ● MARDI 5 NOVEMBRE 1968 ● PRIX : 0,50 F ● REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION ● ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5e, Tél. 633-76-61 et 633-26-61

MUTUALITÉ - MARDI 5 NOVEMBRE - 19 HEURES

MEXICO • PARIS NOTRE COMBAT

A MORT LA MORT !..

ROUGES ET BLANCS

Des commandos armés, des plastiquages, des incendies, « ainsi naît un climat », peut dire « Le Monde ». A droite un café brûle, à gauche une librairie saute, les coups semblent se répondre dans une escalade soigneusement dosée. A ce bruit font écho les justes qui, de droite ou de gauche, condamnent la violence « d'où qu'elle vienne ». Un mot usé court en filigrane des journaux et des radios : le terrorisme. Dernière touche à l'ensemble, le conseil des ministres interdit « Occident ».

Qui fait naître ce climat ? Dans quel but ?

Nous savons qu'à Paris comme à Bordeaux ce sont des indicateurs de police qui ont suscité des attentats « au nom de l'anarchie ». L'un d'eux, arrêté comme les autres, a bien sûr disparu.

Si le plastic ne vient pas du néant politique, l'interdiction d' « Occident » n'est pas non plus un cadeau fait à « la gauche ». L'interdiction des groupes gauchistes en juin a permis des poursuites judiciaires, elle a surtout signé l'alliance du P.C.F. et du gaullisme « au nom de l'ordre ». De même la campagne de presse et le décret de jeudi dernier couvrent une manœuvre en trois temps :

— Dans la rue, la police provoque des attentats sans gravité, les fabrique au besoin.

— Dans l'opinion, la presse dénonce la violence et en aplatit le sens politique. En effaçant l'acte politique on jette son auteur dans l'espace du crime.

— Le gouvernement n'a plus qu'à couronner l'opération pour en tirer le bénéfice politique. « Mettre fin aux agissements des bandes rivales » (Marcellin) veut dire que toute violence politique sera désormais étouffée, mais **dit** aussi clairement que la violence est l'acte politique premier. C'est pourquoi nous ne mêlons pas nos bêlements à ceux qui déplorent « l'irresponsabilité » ou la « provocation inconsciente » de certains militants. Un coup à droite, dix coups à gauche, le pouvoir a monté cette double opération pour se faire une légitimité, un pucelage démocratique en prétendant qu'il reste quelque chose à la droite du gaullisme. Pour nous il s'agit de comprendre que l'interdiction du mouvement « Occident », loin d'être une victoire de la gauche, marque l'entrée en jeu d'une politique nouvelle. Cette politique, c'est la politique de la terreur.

La terreur est la **raison** de l'Etat capitaliste, la règle cachée qui ordonne les rapports sociaux de production, le terroriste est celui qui la dévoile. L'autre face de la campagne de presse est l'aveu involontaire de cette raison de classe, ce moment de vérité où l'humanisme libéral bascule dans l'abjection. L'aveu de Beuve-Méry, le 11 juin, qui menaça les étudiants de « la plus violente réaction » contre « les meneurs d'une révolution sans but ». L'aveu de Waldeck Rochet, qui dénonça la subversion comme l'ennemi, non du capital, mais de la classe ouvrière.

Pour l'instant, le gouvernement se donne les moyens politiques d'une action policière plus dure avec la complicité de toute la « gauche » officielle, ce qui ne veut pas dire la rafle immense, les camps de concentration, l'apocalypse pour demain. Nous n'en sommes pas là, et l'**occupation** permanente du Quartier Latin n'est pas comparable au charnier tout neuf de Mexico.

Cependant des militants emprisonnés vont être jugés pour crimes de droit commun.

Cependant la police embauche et se multiplie, il y a quatre fois plus de contrôles et d'arrestations.

Cependant le mouvement lycéen est bâillonné au point que l'administration peut renvoyer des membres des C.A.L. pour leurs opinions politiques.

Cependant la violence quotidienne du capital se fait plus lourde, les licenciements pleuvent, des usines ferment, des grèves surgissent, étouffées, ignorées. La presse n'en parle pas. La C.G.T. non plus. L'ordre règne chez Séguy.

Car la politique de la terreur révèle aussi l'état des forces en présence. Elle signifie que la nécessité qui l'a faite s'annoncer au printemps, quand le régime était au bord du vide, se fait toujours sentir. Elle signifie que l'agitation qui couve à l'Université, qui inquiète les entreprises, que ces grèves « sauvages » et immédiatement politiques sont l'affermissement par les travailleurs des positions qu'ils ont dû mettre en réserve quand la trêve électorale a suspendu la bataille au seul bénéfice du vaincu. Ni recul, ni repli, ni reflux, le mouvement reste en suspens, trêve instable où l'initiative appartient à qui sait voir, à chaque moment, l'enjeu de la bataille.

Si la politique de la terreur menace d'enfermer dans un ghetto judiciaire la partie la plus active du mouvement, elle a déjà pour effet d'accentuer la fragmentation actuelle des luttes ouvrières.

Il y a rarement eu tant de grèves en période « calme », jamais on n'en a si peu parlé. En mai, l'occupation de Sud-Aviation a pu déclencher les occupations d'usines dans tout le pays grâce à une information de masse prise au dépourvu, mais, il y a eu en octobre chez Citroën une grève partielle dont personne n'a rien su... pas même les autres travailleurs de Citroën.

La seule riposte au silence de la terreur, c'est de relier entre elles les actions aujourd'hui atomisées par le mutisme des syndicats et des partis, par la propagande officielle et par la presse complice. Des lycées aux facultés, des ateliers aux chantiers voisins, d'une usine à une autre, à la ville, à la région, le mouvement doit relier les comités de base par l'intermédiaire des comités d'action et tous les militants par l'intermédiaire des journaux révolutionnaires.

A Mexico comme à Paris, sous le manteau blanc de la terreur, la foule rouge, massive...

Mexico 68 : Dossier pour l'accusation

Ce numéro, réalisé avec l'équipe de camarades français et mexicains qui a organisé le meeting de la Mutualité, est une introduction aux débats : l'information sur les méthodes et les objectifs des étudiants mexicains nous aide à préparer notre rentrée : seule véritable solidarité.

26 JUILLET: la F.N.E.T. (syndicat étudiant du politécnico, contrôlé par le gouvernement) appelle à une manifestation pacifique contre l'intervention des granaderos dans une bagarre entre deux écoles. En même temps et au même endroit se déroule une autre manifestation pour célébrer l'anniversaire de la Moncada à l'appel du C.N.E.D. (Comité national des étudiants démocratiques).

Les granaderos sont déjà sur la place. Des cailloux sont lancés. Les granaderos chargent en repoussant les manifestants vers le Zócalo où un dispositif militaire a été préalablement mis en place.

DEBUT AOUT : le recteur de l'U.N.A.M. (Université Nationale Autonome du Mexique) prend la tête d'une manifestation pour protester contre la violation de l'autonomie universitaire. 60 écoles et facultés se mettent en grève.

5 AOUT : un conseil national de grève, représentant les 60 écoles, se constitue. Au cours d'une manifestation commune des étudiants du politecnico et de l'U.N.A.M. quatre grandes revendications sont formulées :

— dissolution du corps des granaderos ;

— destitution des chefs de la police, dont le gouverneur de la ville ;

— libération des étudiants emprisonnés depuis le 26 juillet;

— application de la loi sur la responsabilité des fonctionnaires, auteurs de la répression, et indemnisation des blessés et des familles des morts.

8 AOUT : deux points sont ajoutés par le Conseil national de grève :

— libération de tous les prisonniers politiques (leaders ouvriers, étudiants et paysans) ;

— abrogation de l'article 145 sur la « dissolution sociale ». Cet article, adopté en 1941 pour lutter contre les tentatives de subversion nazies, a été en fait utilisé, depuis 1945, contre l'opposition de gauche.

Avec cette proclamation en six points, le Comité national de grève reprend des revendications populaires, qui s'attaquent directement au système répressif établi derrière les formes de la démocratie par la bourgeoisie mexicaine.

En fait toute la vie politique du pays est contrôlée par le P.R.I. (au pouvoir depuis 1923) qui se prétend héritier direct de la Révolution mexicaine de 1910. Le simulacre de démocratie consiste pour lui à admettre l'existence de partis d'opposition de gauche (Parti Populaire Socialiste, Parti d'Action Révolutionnaire Mexicaine) actuellement financés et contrôlés directement par lui.

Le P.R.I. contrôle également tous les syndicats sans exception : la conception institutionalisée autorise l'intégration immédiate aux trois « secteurs » du P.R.I. : secteur ouvrier, secteur paysan, secteur populaire (secteur tertiaire).

Toute organisation qui refuse ce type d'absorption est dissoute ou réprimée par la force. Même les droits syndicaux les plus élémentaires, prévus à l'article 123, sont refusés (droit au travail, au repos, à un salaire « normal » et suffisant pour les besoins de l'ouvrier et de sa famille, la journée de 8 heures, droit de grève, paiement des journées de grève, le droit de se syndiquer au niveau de l'entreprise, l'obligation pour les entreprises qui dépassent un certain nombre d'ouvriers de construire des écoles, arbitrage obligatoire en cas de conflit.

Le P.R.I., par ses agissements, viole la constitution de 1917, acquis principal de la Révolution de 1910, qui attribue aux masses laborieuses le pouvoir économique et politique.

L'application stricte de la constitution, exigée par le Conseil national de grève, est déjà une remise en cause du régime.

La lutte du Conseil national de grève s'inscrit par-là même dans la tradition des luttes populaires menées antérieurement (telles la grève des cheminots en 59, violemment liquidée, les soulèvements des paysans et étudiants à Chihuahua en 66, les luttes revendicatives, grèves sauvages, etc.) en lui donnant de nouvelles dimensions.

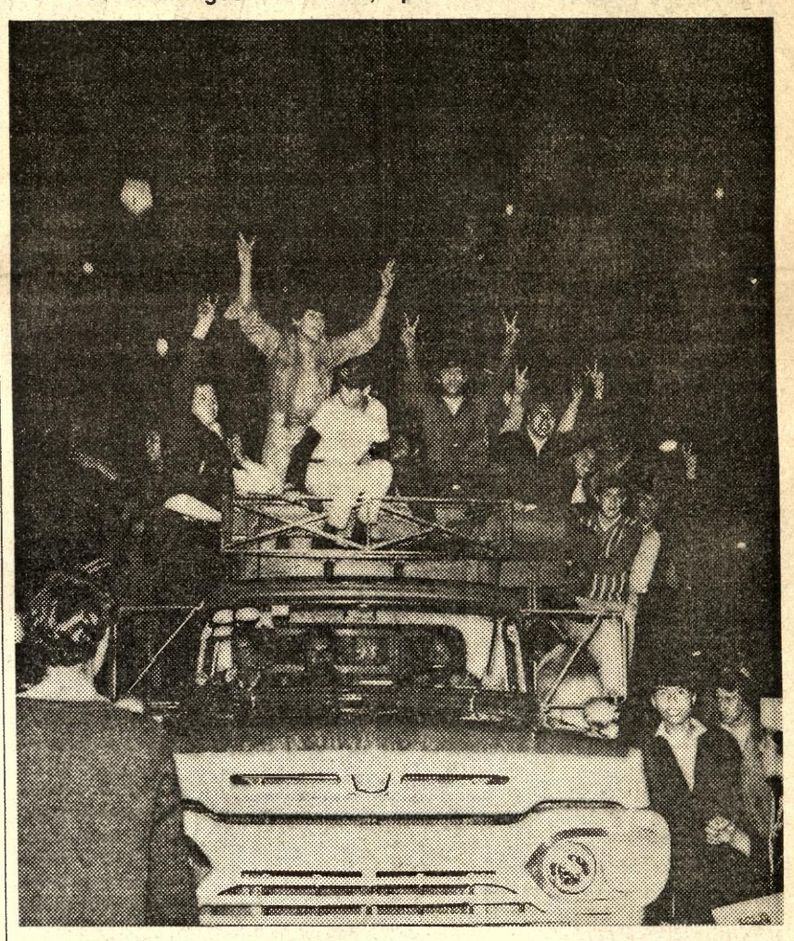
Souvent, les peuples d'Amérique latine se sont révoltés et ont livré une bataille inégale contre les oligarchies et l'impérialisme. Ils ont pu parfois arracher des avantages restreints, le respect temporaire de droits élémentaires.

Jamais ils n'ont pu briser définitivement le système d'oppression qui les écrase.

Dans son message à la Tricontinentale, Che Guevara indique déjà : « étant donné la similitude des caractères, la lutte aura en Amérique latine, le moment venu, des dimensions continentales. L'Amérique latine sera le théâtre de nombreuses et grandes batailles livrées par l'humanité pour sa libération ».

Pour nous, la « solidarité » avec la lutte des étudiants mexicains ou avec celle des guerilleros du Guatemala ou de Colombie, ne doit pas en rester au niveau d'une solidarité idéologique, identique à celle du monde progressiste à l'égard du peuple vietnamien.

Si solidarité il y a, ce sont les luttes qui ont débuté, ici, en France, au printemps dernier, qui l'expriment. C'est leur développement qui pourra l'exprimer à nouveau.



A Mexico, le V est un symbole révolutionnaire

100 ans de prison pour un prof

Eli de Gortari, professeur à la Faculté de Philosophie et Lettres de Mexico.

1. — J'ai été séquestré par quatre individus armés, le mercredi 18 septembre, vers 22 h 30, alors que j'arrivais à mon domicile, 78, rue Bahia de Chachalacas, accompagné de ma femme et portant dans mes bras ma dernière fille, âgée de deux ans.

2. — J'ai été conduit en voiture, les mains en l'air, à la Préfecture de Police, où après m'avoir pris toutes mes affaires personnelles, on m'a mis, seul, au secret dans une cellule sans me donner ni eau ni aliments pendant quatre jours, c'est-à-dire jusqu'au soir du dimanche 22 septembre.

3. — J'ai ensuite été conduit avec cinquante étudiants, professeurs et pères de famille, à la section H de la Prison préventive où nous sommes restés jusqu'au samedi 28 septembre au matin.

4. — Le lundi 23, j'avais été appelé à l'interrogatoire devant lequel on m'a uniquement fait savoir que j'étais accusé devant le tribunal du district fédéral de sept délits : appel à la rébellion, associations illicite, sédition, atteinte à la propriété d'autrui, attaques aux voies générales de communication, vol, vandalisme sans que l'on me dise en quoi consistent les accusations, ni qui sont mes accusateurs.

5. — Le mardi 24, nouvel « interrogatoire ». Là on m'a simplement fait savoir que j'étais accusé de nouveaux délits de droit commun : vol, atteinte à la propriété d'autrui, coups et blessures, coups et blessures à agents de la force publique, refus d'obéir aux représentants de l'ordre et séquestration, tous ces délits ayant été commis en bande et association illicite.

On ne m'a pas dit non plus en quoi consistent les délits ni qui m'en accuse.

6. — Le jeudi 26, on m'apprit que le juge du district fédéral m'avait condamné à la prison ferme pour tous les délits de même que le juge de droit commun qui me reconnaissait coupable de tous les délits moins un : celui de séquestration.

La peine requise pour tous ces délits atteint 100 ans de prison.

7. — Depuis le samedi 28, je suis enfermé dans la section M de la prison, en compagnie de quarante-six étudiants, professeurs et pères de famille.

8. — Je me déclare absolument innocent de toutes les accusations, car la seule chose que j'ai faite a été de penser librement et d'exprimer librement mes idées selon les droits accordés par la constitution et la loi organique de l'Université et si je comprends bien, cela ne constitue en aucun cas un délit.

9. — Je n'ai pas désigné d'avocats pour me défendre et ne désire pas que l'on perde de l'argent pour le faire car je pense que je suis victime d'une manœuvre tout à fait étrangère **au droit** et à la jurisprudence.

Coordination et organisation

1) STRUCTURE : assemblée générale de chaque école ou faculté qui élit son « comité de lutte » et nomme deux représentants au Conseil national de grève (C.N.H.) plus un remplaçant.

Le C.N.H. regroupait au début 60 écoles et aujourd'hui près de 120. Lui est affilié le Comité de Coordination des Brigades Politiques.

2) FONCTIONNEMENT : le C.N.H. siège toujours de nuit. Il formule un certain nombre de propositions.

Celles-ci sont discutées le jour par les Assemblées permanentes de chaque école qui définissent leur position.

La décision est prise ensuite par le C.N.H., chaque école ayant une voix.

Chaque « comité de lutte » se divise en groupes : finances, information, presse, brigades politiques.

TECHNIQUES DE LUTTE

But du C.N.H. : mobiliser et occuper les étudiants. L'instrument de cette tâche ce sont les brigades politiques.

BRIGADE POLITIQUE :

« Groupe d'étudiants disciplinés dont les fonctions sont l'agitation, la propagande et l'organisation de secteurs populaires. »

Avantages : mobilité, déplacement et meilleures possibilités de dispersion devant la répression.

Effectifs : de 5 à 10 membres, dont l'un est nommé « responsable » ou « représentant ».

En réalité les brigades font sortir chaque jour environ 30 000 étudiants.

TYPES D'ACTION REALISEE :

— Tourner en dérision la vie politique institutionnelle appelée « politique de boudoir » ;

— Refus de tout intermédiaire pour les contacts avec les autorités ;

— Utilisation d'un petit groupe d'étudiants pour provoquer les granaderos et les attirer dans une embuscade où ils sont encerclés et foutus à poils ;

— Appel à une grande manifestation sur les « Champs-Elysées » mexicains et, devant les tanks, meetings-éclairs avec les nombreux spectateurs ;

— Autre exemple : le Comité de Défense de l'Unité de Tlatelolco organise les gens pour lutter : contre les loyers élevés, pour l'autogestion des activités culturelles, contre les granaderos.

Pour pallier le contrôle gouvernemental et l'absence d'informations, les étudiants organisent : meetings à la sortie des cinémas (qui ont de 3 à 12 000 places), inscriptions à la peinture sur les côtés et le toit des autobus, capture de chiens errants pour les transformer en chiens - sandwichs, surcharge des billets de banque avec des mots d'ordre, utilisation de ballons à hélium pour véhiculer et distribuer des tracts, coups de téléphone à tous les abonnés pour leur expliquer la lutte et les revendications des étudiants, impression et diffusion de la « Gaceto », organe du C.N.H., organisation d'une manifestation de mères de famille devant le Parlement, défense des écoles et combats des étudiants souvent aidés par la population devant l'agression de l'armée, autodéfense des habitants riverains pendant les massacres de la place des Trois Cultures.

50 pesos : le prix d'un enfant

Lettre d'un jeune garçon, quatorze ans, classe de seconde

J'avais rendez-vous avec mes trois amis et nous sommes allés au meeting. En prenant l'autobus j'avais vu beaucoup de soldats mais je ne savais pas où ils allaient.

D'abord nous avons assisté au meeting et après nous sommes montés dans l'immeuble Chihuahua et j'ai vu que les hélicoptères tournaient en rond, au-dessus de nous, depuis longtemps.

Beaucoup de soldats arrivaient en venaient du côté de la Vocacional 7 (*) et j'ai eu l'impression que d'autres sortaient de l'immeuble des Relations Extérieures.

Nous sommes descendus en courant, mais avant que les soldats n'arrivent, nous avons entendu des coups de feu et nous sommes remontés jusqu'aux terrasses. Nous sommes entrés dans une salle de bains qui était entourée de chambres de bonnes et nous y avons retrouvé d'autres copains. Nous avons attendu là pendant une demi-heure que la fusillade s'arrête. Je pensais seulement à la manière de m'échapper et je n'ai pas eu peur

Chaque fois que nous regardions par la fenêtre, nous voyions sur la place des Trois-Cultures, beaucoup de gens couchés à terre. Il y avait aussi beaucoup de soldats à plat-ventre derrière l'église et des gens debout, les mains en l'air, surveillés par des granadéros et un tank.

Nous avons vu aussi que les soldats cherchaient les étudiants dans les poubelles en donnant des coups de baïonnette dedans. Nous entendions plusieurs coups de fusil, certains très forts, qui devaient être des 45 mm ou peut-être même des canons. Ça faisait un bruit terrible et tout tremblait à chaque fois. Nous avons vu qu'il y avait beaucoup d'hommes qui portaient un gant blanc et nous avons vu que les soldats sortaient les gens de leurs maisons en pyjama ou en robe de chambre.

Il y avait beaucoup de gens qui couraient sur l'avenue Reforma.

Trois copains ont essayé de descendre pour voir si on les laissait partir et alors ils nous auraient fait signe depuis l'avenue Reforma. Mais nous ne les avons pas vus et nous ne savons pas ce qui leur est arrivé.

Après, un autre copain est sorti (13 ans) et on l'a laissé passer parce que au lieu de montrer sa carde d'identité il a donné aux soldats un billet de 50 pesos.

Une fois dehors il a téléphoné à mes parents. Comme nous étions morts de faim et que nous étions sûrs qu'on allait nous mettre en taule, on a décidé de réunir l'argent que nous avions pour acheter du pain et du lait..

Je suis descendu avec mon ami et nous avons croisé un soldat ivre-mort et un étudiant qui travaille pour le gouvernement. On lui a demandé de nous accompagner pour acheter le pain et le lait et il nous a dit : « Je sais bien qui vous êtes, mais je vais vous aider à sortir. » Alors, il a sorti un tas de plats et d'assiettes d'un appartement et de sachets de soupe. Nous sommes sortis avec lui en disant que nous allions faire de la soupe pour les soldats.

C'est comme ça que nous avons pu nous échapper.

L'ami de mon frère (15 ans), qui était resté là, s'est fait prendre. Il est resté longtemps avec d'autres, collés contre un mur, les mains sur la nuque et ensuite on les a amenés au camp militaire numéro un.

Physiquement, ils n'ont pas été maltraités mais les soldats leur disaient tout le temps qu'ils allaient les fusiller. La nuit, les soldats arrivaient avec des photos, ils faisaient sortir plusieurs prisonniers.

Quand ils revenaient ils faisaient une drôle de tête et ne voulaient pas que les autres les embêtent parce qu'on leur avait dit qu'on allait les fusiller à 6 heures du matin. Mon ami m'a raconté que lorsqu'il est passé à l'interrogatoire on lui a demandé son état civil et tout le reste, s'il avait été dans d'autres manifestations. Il a dit que non, mais l'officier qui l'interrogeait lui a dit : « Ah ! je t'ai bien entendu, tu as dit dans toutes », et quand on lui a demandé combien d'autobus il avait brûlé, il a dit : « Aucun. » Mais le type a écrit : « Quelques-uns. ». Après il y a un petit vieux qui est arrivé et qui l'a regardé fixement en disant : « Celui-là il a une gueule d'agitateur. Chargez bien son dossier et je m'en charge. » Il lui a demandé comment il s'appelait et mon copain lui a dit. Le petit vieux lui a demandé s'il était parent de quelqu'un qu'il connaissait et mon copain a dit que c'était son grand-oncle et alors le petit vieux a dit : « Déchirez le papier et faites-en un autre en mettant qu'on l'a pris alors qu'il se promenait dans le coin. »

On l'a relâché la semaine suivante.

En taule on lui a volé tout ce qu'il avait : sa veste, sa chemise, sa ceinture, ses chaussures, etc. A la place, il portait de vieux vêtements qu'on lui a donnés là-bas avec une couverture pour dormir.

En taule, il était avec tous les autres prisonniers et pourtant il n'a seulement que 15 ans.

Un de ces jours on va s'organiser et on va leur foutre des bombes, et si on trouve des fusils on leur tirera dessus. On a assez fait les poires comme ça. Tout ça parce qu'on veut ce que dit la Constitution, qu'on nous permette de protester, que tout le monde puisse aller à l'école et qu'on en finisse avec la pauvreté comme celle qu'on voit dans les villages où maman nous a amenés.

Après tout ce qui s'est passé à Tlatelolco les copains et moi nous allons apporter des pierres et des gourdins aux manifestations, et si on trouve un granadero ou un soldat tout seul dans un coin, on va lui faire sa fête.

(*) Ecole professionnelle.

142, rue Montmartre
Paris (2e)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués
Le directeur de la publication :
Jean-Pierre VIGIER
Grandes Imprimeries « Paris Centre »

Comme à Chicago les gangsters, la police mexicaine règle ses comptes

Entretien avec des membres du C. N. G. : démocratie directe, réponse à la corruption

Quels étaient les différents groupes organisés d'étudiants avant les événements de cet été ?

Je n'en ai qu'une idée vague car ils avaient peu d'importance. Les syndicats ne représentaient pas vraiment les étudiants. Les leaders étaient très souvent « achetés » par le gouvernement. On le voit d'ailleurs à travers toute l'histoire du mouvement étudiant. Les organisations recevaient des crédits douteux et ils avaient en général une très mauvaise réputation parmi les étudiants. De plus, il n'y avait aucune unité. Surtout, il existait une division entre l'Institut polytechnique et l'Université. Ça, c'est très important, car leur union a donné la base du mouvement étudiant.

Quant aux syndicats, on peut citer la Fédération des Etudiants techniques (F.E.T.) de l'Institut polytechnique. Cet organisme a craqué lors du mouvement car ils ont essayé de le médiatiser et sont arrivés à des accords avec le gouvernement ; les étudiants en ont chassé les leaders.

Mais aviez-vous aussi des syndicats plus « gauchisants » ?

Oui, la Confédération d'étudiants démocratiques. C'est au niveau national et elle dépend du Parti communiste. Tendance très modérée, prosoviétique, ennemie de la violence.

Comment ces écoles se sont-elles fondues et quelle structure a-t-on donnée à leur union ?

C'est parce que la répression s'est exercée sur une école de l'Institut polytechnique et une école de l'Université. Les leaders des deux écoles se sont réunis pour prendre des décisions communes, pour la défense des deux écoles. Le 5 août, sont sortis les « six points » autour desquels s'est créé le Conseil National de Grève. Et toutes les écoles se sont peu à peu ralliées au mouvement On a vu alors que c'était un problème qui touchait tous les étudiants et généralement les bases du système politique mexicain. En plus, le 10 août, certains professeurs se sont unis dans une « Coalition pour les Libertés démocratiques », parallèle au Conseil National de Grève.

Et la structure du Conseil National de Grève ?

Dans chaque école, en une assemblée générale de tous les étudiants, on élit un « Comité de Lutte » Il comprenait cinq à dix personnes. Chaque Comité de Lutte désignait des représentants auprès du C.N.G. Ces membres du Comité de Lutte sont périodiquement changés ou bien ratifiés. Dans presque tous les cas, la base a chassé les anciens dirigeants de groupes étudiants d'avant la création du C.N.G. Au début, les « Comités de Lutte » nommaient trois représentants au C.N.G. Puis, quand la répression s'intensifia, ils n'en élirent plus qu'un. De plus, il existe un véritable roulement des représentants au C.N.G. C'est très bon, parce que lorsqu'un représentant est emprisonné, il peut être automatiquement remplacé.

Combien d'école sont représentées au C.N.G. ?

Au début cinquante, puis quatre-vingts et aujourd'hui cent vingt. Et il est important de signaler que toutes les écoles ont le même nombre de représentants au C.N.G.

Tu sais qu'en France, il y a deux ou trois dirigeants très connus dont on fait même quelquefois les représentants de tout le mouvement étudiant. Pourquoi, au Mexique, ce genre de leader n'est-il pas apparu ?

Les anciens leaders, personne n'y croyait. Et surtout on a vu très vite qu'il était important de ne pas avoir de leaders qui seraient soit corrompus, soit réprimés. Avec une tête énorme comme celle du C.N.G., la répression et la corruption est difficilement applicable. On ne pouvait pas localiser les dirigeants suprêmes (puisqu'il n'y en avait pas) pour les acheter. Ceci explique d'ailleurs la violence de la répression de masse. La corruption est et a toujours été l'arme traditionnelle du gouvernement. Comme cette fois-ci elle devenait impossible, il lui a fallu employer la violence à grande échelle.

Tu parles beaucoup de corruption...

Oui, au Mexique, c'est presque une institution. Un président mexicain a dit, je crois en 1927 : « Il n'y a pas un général au Mexique qui résiste à un « coup de canon » de 50 000 pesos. » Très souvent, les étudiants se sont rendus compte qu'ils avaient lutté pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs, que les leaders qu'ils avaient élus étaient achetés.

Cette direction si ample, si ouverte du C.N.G. présente donc de grands avantages, surtout face à la corruption. Mais ne présente-t-elle pas d'inconvénients ?

Bien sûr ! Deux cents personnes qui doivent se mettre d'accord sur tous les points ! Cela manque de flexibilité.

Mais il faut bien souligner le désir très fort de démocratie. On n'empêche personne de parler dans les assemblées. Les moindres décisions sont votées et la discipline est si grande qu'après, même ceux qui ont voté contre les acceptent. C'est impressionnant.

Malgré la lourdeur de cet appareil, a-t-on pu se mettre d'accord sur une analyse de la société mexicaine, a-t-on pu élaborer une stratégie commune ?

Il y a autant d'analyses que de tendances. Nous ne nous sommes pas mis d'accord sur une vision commune de la situation. Notre plateforme est constituée par les « six points », c'est-à-dire la volonté de faire reconnaître au gouvernement les erreurs, les gaffes de sa réponse au mouvement étudiant, de le faire se renier lui-même.

On a souvent entendu dire en France que ce mouvement réclamait le respect de la Constitution. Qu'est-ce que tu penses de cela ?

La Constitution mexicaine a été élaborée en 1917 comme un compromis entre les diverses formations qui participèrent à la Révolution. Mais jamais elle n'a été appliquée. Cette Constitution a un caractère démocratique et au Mexique il n'y a pas un gouvernement démocratique. On peut penser qu'exiger le respect de la Constitution est un pas en arrière quand on pense à la date de son élaboration, mais en fait, c'est un pas en avant et même révolutionnaire. Car, pour le gouvernement, respecter la Constitution de 1917, c'est disparaître : cela ferait exploser les bases même du système. C'est pourquoi exiger le respect de la Constitution c'est exiger un changement de structures. C'est dans ce sens que les positions du C.N.G. ne sont pas réformistes, mais révolutionnaires.

Quels sont les moyens de communication entre le C.N.G. et le reste de la population ?

Nous avons formé des brigades spécialisées : information, meeting, quêtes, propagande, liaison avec les ouvriers, médicales (lors des manifestations)... Nous avons même un cabinet juridique qui s'occupe des demandes à faire pour la libération des prisonniers, les indemnisations et tous les problèmes de ce genre. Les brigades d'information doivent maintenir un contact permanent avec le peuple pour dénoncer et combattre les calomnies du gouvernement. Je me souviens une fois, le gouvernement a fait distribuer des tracts prétendument signés par le C.N.G. qui annonçaient que les étudiants comptaient remplacer la croix de la cathédrale par un portrait de Che Guevara...

Un autre moyen efficace de propagande, c'est le « meeting éclair ». Nous l'employons beaucoup. Nous arrivons même à provoquer des manifestations spontanées en différents points de la ville et avec très peu de gens pour désorienter les forces répressives. Une autre tactique consiste à s'appuyer sur un mécontentement déjà existant pour faire de l'agitation : par exemple sur le fait que beaucoup de gens étaient furieux contre une compagnie d'autobus qui se distinguait par son nombre d'accidents.

LES RONDS-DE-CUIR DANS LA RUE

« Le 27 août, manif au Zócalo (la place centrale devant le palais du gouvernement). Un drapeau rouge et noir est hissé, puis amené. Le lendemain matin, un nouveau drapeau est hissé, par la police cette fois. Les journaux crient au scandale et le gouvernement organise une manifestation d'hommage au drapeau mexicain. Il fait descendre sur le Zócalo, 50 000 fonctionnaires des ministères. Des étudiants s'infiltrent dans la manifestation, distribuent des tracts, expliquent. Les manifestations se retournent contre le gouvernement : slogans hostiles, « président assassin ».

Résultat : l'armée sort du palais et doit disperser la manifestation des fonctionnaires ! »

Nous voulons seulement qu'ils nous écoutent et qu'ils lâchent les prisonniers politiques.

Vincennes-la-Folie : 21 CONDITIONS DES ETUDIANTS

Que veulent les étudiants ? N'ont-ils pas tout obtenu déjà ? Depuis deux mois, la presse, les radios, la télé ne nous parlent presque plus des étudiants, il n'est question que d'Edgar Faure et de son plan : « Mais pensez donc, ma bonne dame, même le P.C.F. n'est pas contre ! »

La querelle de famille entre E. Faure et les gaullistes de droite occupe toute la scène, on veut faire croire qu'Edgar Faure et les étudiants c'est la même chose : plus besoin de parler de ce qui se passe dans les lycées et les centres d'apprentissage, de ce qui va se passer dans les facultés puisque — affirme la presse — E. Faure = les étudiants.

Oui, E. Faure s'oppose à G. Pompidou. Mais le fond de la querelle n'est pas l'Education nationale. Ce qu'ils se disputent c'est la succession de De Gaulle. Ils continueront à se la disputer ; depuis mai la course à la présidence est ouverte : qui sera le candidat U.D.R. pour succéder au général ?

La cuisine politique dissimule les luttes réelles qui recommencent. Le premier Congrès national des C.A.L. (Comités d'Action Lycéen) s'est tenu à Paris samedi dernier. Il n'a pas discuté du latin en sixième. Il a fait un bilan lourd ; dans les lycées de province et de Paris, les chefs d'établissement, sur conseil du ministre, veulent interdire toute contestation : à Nice, une centaine d'élèves du technique sont en voie d'exclusion ; à Marseille, les flics matraquent les lycéens ; à Lyon, à la suite de sanctions contre une militante, manifestation et refus d'assister aux cours, la police procède à des arrestations à l'intérieur du lycée. A Paris, en une semaine, trois lycées ont fait grève contre les sanctions et les exclusions, des premières victoires sont remportées. La vérité sur Edgar Faure, les lycéens commencent à la connaître, la « grande » presse n'en dit rien, nous en reparlerons.

Et dans les facultés ? Vincennes est un cas typique. Edgar Faure commence par jeter de la poudre aux yeux : la nouvelle faculté de Vincennes sera une « université pilote », l'« université du XX^e siècle », etc. Des nominations de professeurs plus ou moins célèbres sont annoncées, ainsi Michel Foucault, une des étoiles du « structuralisme » dirigera la section philosophie. Le ministère espère ainsi occuper l'opinion par des querelles d'école ou de chapelle : de même qu'il a parlé de la suppression du latin en 6^e mais pas des libertés politiques dans les lycées, « France-soir » fera des titres pour ou contre le structuralisme dans l'espoir de faire oublier le reste.

Les étudiants ne se sont pas battu pour régler ces querelles professorales. Au début de l'année scolaire passée, des professeurs de gauche tendance « humaniste » avaient été nommés à Nanterre. Ça n'a pas influencé le mouvement de mai. Des professeurs de gauche tendance « structuraliste » seront désignés pour Vincennes. Ce n'est pas ce qui intéresse le mouvement étudiant.

Que veulent les étudiants ? Par seulement la liberté d'information et de formation politique dans l'université. Ils veulent utiliser l'université pour approfondir la lutte commune des étudiants et des travailleurs inaugurée en mai. Ils veulent les ouvriers dans les université et l'université dans les usines.

Le texte que nous présentons aujourd'hui ouvre la discussion. Malgré sa densité, il faut lire, d'autant que tout le monde s'emploie à noyer le poisson, ainsi le « Nouvel Observateur » du 4 novembre mobilise une vieille barbe qui veut nous faire confondre Jacques Sauvageot et Joseph Staline. Non, Monsieur Martinet, les étudiants n'ont jamais combattu la « science » bourgeoise au nom de la « science » prolétarienne, vieux proverbe ranci ; ils luttent contre la culture et l'université bourgeoise et utiliseront, avec les travailleurs, toutes les ressources techniques et scientifiques à leur disposition pour développer le mouvement. Mai fut une première étape.

C'est pour cela qu'ils ne peuvent pas accepter les machinations d'Edgar Faure. Le ministre a besoin du silence. Les étudiants prennent la parole. Ce texte est soumis à la discussion du Meeting-Débat sur Vincennes, mercredi 6 novembre, à 18 heures, au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne, organisé par l'Assemblée générale des étudiants de Vincennes, avec la participation du SNES-Sup et du bureau de l'U.N.E.F.

Qui prendra le Château de Vincennes ?

D'où vient l'autorité professorale ? Tombe-t-elle du ciel ? Non ! Est-elle innée ? Non ! Derrière les professeurs cooptés, il y a les professeurs cooptants, derrière les cooptants, le Ministre. Comment a-t-il choisi ? En fonction des titres universitaires ? Non ! (On a annoncé 2 600 candidatures d'enseignants, toutes titrées). Au hasard ? Non (dès juillet, le ministère savait qui nommer). Bien sûr en fonction de critères politiques et idéologiques. Mais alors, ces professeurs, ils sont tous gaullistes ? Justement pas. La grande politique de Faure consiste à faire ficeler le mouvement étudiant par des professeurs dits de gauche : ou les profs réussissent, et le Ministre se frotte les mains, ou ils ratent, et le Ministre s'en lave les mains, tout heureux de les avoir déconsidéré. Pourquoi nos malheureux sont-ils ainsi enfermés ? Parce que c'est d'abord le mécanisme du pouvoir et de la discipline qui est mise en place à travers la nomination des professeurs.

Reprenons la chose au commencement.

1. — L'origine de nouvelle faculté.

Nous avons gagné Vincennes en Mai. Pas grâce aux doléances professorales déplorant depuis des décades le manque de locaux, pas par le moyen d'une action corporatiste. Par les barricades et l'action de masse des étudiants et des travailleurs. En conséquence, qui décidera de ce que sera Vincennes ?

1) Il n'y a que deux forces en présence, le gouvernement d'une part, qui veut sauver l'ordre bourgeois, le mouvement des étudiants et des travailleurs d'autre part. Les professeurs ne sont pas une troisième force, ils se rangent selon les circonstances et les individus d'un côté ou de l'autre ;

2) L'action au mouvement n'est payante que si elle ne se laisse pas intégrer dans le cadre des institutions universitaires, l'exemple des syndicats ouvriers s'absorbant dans la gestion des cantines, bibliothèques et colonies de vacances est le modèle de ce qu'il ne faut pas faire ;

3) La force au mouvement est d'entraîner l'ensemble des étudiants **et des travailleurs** ce qui suppose : a) ouvrir l'université aux ouvriers (tant du point de vue de son organisation administrative que du contenu du savoir qui y circule) ; b) ne pas enfermer le travail universitaire dans les seuls campus, l'étendre au terrain de la lutte de classe directe (jumelage université-usine, enquêtes concrètes, actions effectives).

Si Vincennes contribue à développer le potentiel révolutionnaire de Mai, ce sera pour nous une université pilote. Si Vincennes, université de la participation, parvient à réduire ce potentiel, ce sera l'université pilote du gouvernement.

II. — La pensée du président Edgar Faure.

Isoler les étudiants révolutionnaires, maîtriser le mouvement étudiant, casser l'alliance étudiants - travailleurs (ceux - là n'étant admis à Vincennes que pour se « recycler »), tel est l'objectif gouvernemental. Le moyen est relativement subtile : on nomme des professeurs « de gauche », dont un fort contingent de membres du P.C.F. Ils auront pour mission (explicite ou implicite) de domestiquer le mouvement étudiant en le faisant « participer ». Le gouvernement espère qu'ils joueront le même rôle, à l'université, que le P.C.F. et la C.G.T. dans les usines : sous couleur de condamner verbalement l'ordre bourgeois en interdire toute contestation effective.

Vincennes serait ainsi « l'université du XX^e siècle » parce que sous le manteau des déclarations de gauche s'y construirait la nouvelle alliance politique de la bourgeoisie dirigeante avec les cadres pseudo-révolutionnaires des partis parlementaires et des syndicats bureaucratisés — les étudiants seraient intégrés à cette nouvelle « élite », valetaille dont toute la bourgeoisie a reconnu le besoin, depuis Mai.

III. — La politique universitaire de Vincennes.

Depuis trois mois l'administration maquille organisation des cours et nomination des enseignants **derrière le dos** des étudiants. On veut mettre les étudiants devant le fait accompli et restaurer l'« autorité » universitaire dans tout son arbitraire : avant même que le problème du contenu de l'enseignement soit abordé, tous les mécanismes sont mis en place pour subordonner l'étudiant à une discipline stricte. Preuve que pour le gouvernement l'université vaut par l'ordre qui y est établi, non par le savoir qui est censé s'y enseigner.

La scandaleuse prétention d'établir un système de notation continue est révélatrice. Sous prétexte d'abolir « l'examen traditionnel » on étend sur toute l'année la situation d'examen, la notation continue c'est l'examen permanent. Dans l'université traditionnelle, l'étudiant pouvait bloquer en fin d'année sa préparation des examens, tant bien que mal il pouvait se détendre, disposer du temps de gagner sa vie, se cultiver, échapper à l'abrutissement des cours officiels. Désormais les qualités universitaires de l'étudiant nouveau style seront l'assiduité et la participation que notera à tout moment un enseignant-flic. Sous prétexte de modernisme, c'est transformer les facultés en lycées, l'accession dans la classe supérieure dépendant de l'avis du professeur.

Privé d'information, soumis à la notation continue, l'étudiant de Vincennes doit être infantilisé. Université « pilote » : si l'expérience réussit, le gouvernement condamnera tous les étudiants au lycée jusqu'à 26 ans, faisant passer tous les étudiants de l'université mandarinale au collège jésuite moderne style.

IV. — Le rapport des forces.

Qui utilisera Vincennes ? Le gouvernement, pour neutraliser le mouvement révolutionnaire et accomplir la politique d'Edgar Faure ou le mouvement, pour bloquer le gouvernement et s'y développer pratiquement et théoriquement ? L'apparente neutralité universitaire ne peut masquer la bataille qui se livre à Vincennes comme dans toutes les facultés. Notre force : les premières victoires dans la question des examens, la possibilité de boycotter les inscriptions à Vincennes ou de bloquer sur le terrain toutes les institutions qu'on prétend imposer. Dans toute la France, c'est sur le terrain universitaire que le rapport de force est le plus en notre faveur. Nous ne sommes pas freinés, comme dans les usines par des appareils pseudo-révolutionnaires, il suffit de définir nos objectifs pour déclencher des actions de masse.

V. — Trois impasses.

Trois positions s'affrontent à propos de Vincennes, représentatives de la politique de certains courants dans l'université :

1) La première est celle du P.C.F. et de son appendice étudiant 'U.E.C., dont la politique, dénonciation verbale de la politique du pouvoir, se double toujours dans la pratique d'une attitude opportuniste d'acceptation de fait de l'institution universitaire bourgeoise. (Ainsi on prône à l'université une participation « effective » dans les organes cogestionnaires en même temps que l'on « dénonce » la participation « bidon » et le capitalisme dans les meetings.)

Cette attitude correspond aux récentes prises de position du P.C.F. (déclaration R. Leroy) sur la politique universitaire et culturelle, qui assigne aux intellectuels le rôle d'agents fidèles de la transmission du patrimoine culturel... et qui accepte tacitement l'idéologie de la promotion sociale par l'université bourgeoise. Cette attitude, en ce qui concerne le corps professoral, a pour conséquence logique une politique systématique d'investissement des chaires par les professeurs progressistes, que l'exemple de Vincennes illustre de manière spectaculaire. Faisant de la démocratisation du recrutement universitaire le pivot de sa critique, elle veut faire des étudiants les enfants du bon Dieu d'une participation bien comprise.

2) Le deuxième courant est fondamentalement complémentaire du premier, quoiqu'il s'en défende vigoureusement. Il allie sans cesse la violence d'une dénonciation verbale apocalyptique (déqualification, dévalorisation...) à une défense « politisée » en apparence, corporatiste en fait, des intérêts des étudiants face aux diverses « attaques frontales du pouvoir » (des camarades de l'ex-F.E.R. semblent mal se défendre contre un tel penchant).

Cette attitude a pour conséquence une stratégie défensive modérée, quoique véhémente dans ses formulations, soutendue par une « analyse » manicheiste bien rodée et à toute épreuve, qui trouve dans la dénonciation unilatérale des divers plans gouvernementaux la couverture d'une pratique au jour le jour, qui en menant le mouvement étudiant à des impasses politiques permanentes laisse la part belle aux participations de la première catégorie.

3) Entre le refus unilatéral de la participation, sa dénonciation comme but stratégique et son acceptation bien comprise, une autre position peut se frayer un chemin. C'est, sous prétexte **d'autogestion,** celle qui, dans le cadre actuel, donnerait tout le pouvoir institutionnel aux Assemblées générales d'étudiants pour en faire des micro-ministères autogestionnaires, dont le but, pour prendre l'exemple des nominations professorales de Vincennes, serait de faire un choix définitif entre Foucault et Duvignaud. On le voit : la marge de manœuvre est limitée, l'intérêt est nul ; car le véritable pouvoir est ailleurs. De fait, cette attitude statique fait l'économie de la lutte, enlève aux A.G. leur pouvoir et leur rôle de contestation, pour en faire, en dernière analyse, des chambres d'enregistrement de décisions déterminées ailleurs, les lieux d'un pseudo-choix dont le calibrage est déjà décidé.

Nous ne voulons et nous n'avons pas (en partie ou en totalité) à administrer l'université bourgeoise ou à la laisser administrer par les étudiants. La seule gestion c'est celle de la lutte, la seule autonomie concevable c'est celle du mouvement étudiant. L'université est l'un des fronts de la lutte des classes, le lieu de conflits permanents dont les deux pôles sont le pouvoir et le mouvement. Notre rôle est d'exploiter ces conflits, de construire une université politique.

Vincennes sera de toute manière une université bourgeoise. Si nous refusons de gérer ou de réformer cette université c'est que nous refusons l'utopie d'un îlot socialiste au sein d'une université de classe. La destruction de cette université n'est, à long terme, que l'un des enjeux de la lutte. L'université, pour le mouvement, ne doit être que l'un de ses terrains de lutte. Mais le mouvement n'a pas seulement à lutter en permanence contre l'université bourgeoise ; il faut s'en servir contre la bourgeoisie elle-même et détourner au profit de la lutte les moyens pratiques et scientifiques de l'Université.

VI. — La question des professeurs.

Loin de nous l'idée de vouloir proposer d'autres nominations de « grands professeurs ». La liberté de choisir ne signifie rien quand l'assortiment est standardisé. Désigner dans la vitrine laquelle des affiches structuraliste, existentialiste ou fonctionnaliste sera au programme : voilà ce qu'on veut nous faire croire déterminant. Pour nous, toutes ces nominations sont aussi arbitraires l'une que l'autre. Le problème est ailleurs.

Il y a ceux qui sont contre nous. Il y a ceux qui sont avec nous. Il ne s'agit pas de réformer l'université, il s'agit de développer le mouvement. L'université n'est pas neutre. Ou elle sert Edgar Faure ou elle sert le mouvement. Servir le mouvement, c'est y participer, c'est-à-dire lier l'étude théorique et l'action militante. Ce n'est pas un bulletin de vote qui déterminera si un prof est de gauche ou de droite mais son activité dans l'université et sa participation au mouvement.

VII. — De quoi avons-nous besoin ?

Le développement du mouvement passe par une lutte sur trois fronts dont l'université est à la fois l'objet et le théâtre :

— la critique permanente de l'université bourgeoise ;
— l'utilisation de l'Université pour la réflexion et la discussion politique du mouvement;
— l'utilisation de l'Université comme base pour la préparation des actions extérieures à l'Université.

Elle permettra d' :

✱ Elever le niveau de compréhension théorique et de formation politique de l'ensemble des militants et étudiants ;
✱ En même temps qu'elle permettra de mieux fonder la pratique du mouvement.

VIII. — Les 21 conditions.

C'est dans cet esprit que nous dressons les revendications immédiates suivantes :

A) Ouverture :

1) Ouverture de Vincennes aux étudiants et enseignants le plus tôt possible (vers le 20 novembre) ;

2) Organisation toute la première semaine d'ouverture, au préalable à toute activité universitaire, d'un débat entre étudiants et enseignants sur le thème : « Qu'a apporté le mois de mai en ce qui concerne l'analyse de l'Université, de son rôle et de son organisation ? » On dit que Vincennes est une conquête de mai : tirons-en les conséquences.

B) Garder à Vincennes le maximum d'ouverture tout en garantissant chaque étudiant et enseignant contre d'éventuelles remises en causes.

3) Valeur nationale des diplômes délivrés à Vincennes ;

4) Pas de limitation a priori du nombre des inscrits. Refus du numerus clausus à 7 000. Aucun argument pseudopédagogique ne peut, à cet égard, être invoqué face au danger de généralisation qu'une telle mesure comporte ;

5) Double inscription possible pour chaque étudiant (ainsi on doit pouvoir s'inscrire à la fois à la Sorbonne et à Vincennes) en raison du caractère « expérimental » de l'opération. Cela facilitera, en outre, la pluridisciplinarité. Possibilité de s'inscrire chaque semestre au lieu d'une fois par an.

6) Pas d'obligation d'inscription pour assister aux cours et séminaires du soir ;

7) Possibilité pour chaque étudiant et enseignant inscrit d'inviter qui il veut à manger avec lui au restaurant universitaire (au tarif universitaire) ;

8) Service de transport gratuit jusqu'au quartier Latin (bibliothèques, librairies, etc.) et vers les banlieues ouvrières et utilisation libre des installations sportives à Vincennes ;

9) Egalité en toute chose des étudiants (notamment des étudiants majeurs et mineurs français et étrangers de 1^er, 2^e ou 3^e cycle). Non application des dispositions légales contradictoires à ce principe.

C) Sur le système pédagogique

10) Refus de la « notation continue » qui est en fait un examen permanent ;

11) Possibilité pour chaque unité d'enseignement de déterminer elle-même les formes qui doivent conduire à la délivrance des diplômes (que ce soit l'entretien collectif avec 1 professeur, la remise de rapports ou thèses ou toute autre formule imaginée en commun).

12) Possibilité de fixer les dates d'examen à convenance ;

13) Postes d'assistant « en blanc », la nomination étant laissée à l'initiative des étudiants sans que soit imposé aucun critère - notamment universitaire - pour les désignations; il faut que les étudiants puissent disposer en permenance de la possibilité de faire venir qui ils veulent pour trois jours, un mois ou un an à la faculté de Vincennes.

14) En outre, devoir pour les étudiants d'inviter qui ils veulent, dans le cadre des « professeurs associés », pour des conférences, des séminaires, des débats de tous ordres (militants ouvriers, étrangers, etc.) ;

15) Obligations pour la faculté de ronéotyper gratuitement tous rapports, thèses ou diplômes. Et sur demande d'une pétition de 100 inscrits à la faculté d'imprimer ces rapports en brochures à des prix modiques.

D) Droit à l'information

16) Publication et affichage des procès-verbaux des réunions de toutes les instances ayant un pouvoir décisionnaire quelconque à ou sur Vincennes (notamment groupe des cooptants, instances adminitratives, etc.).

17) Possibilités pour chaque enseignant et étudiant d'obtenir communication de toute information administrative ou financière qu'il juge utile (budget de la faculté, circulaires administratives intérieures, etc.).

E) Liberté d'action politique

18) Liberté totale d'information et de formation politique pour chacun, individuellement ou collectivement. Possibilité d'utiliser les locaux à cette fin jusqu'à 24 heures ;

19) Interdiction de la présence de policiers en uniforme ou en civil dans l'enceinte universitaire, quel que soit le motif. Même le doyen n'aura pas le droit de réquisitionner les flics ;

20) Interdiction de choisir les appariteurs parmi des personnes ayant eu des fonctions policières ou militaires (seule exception : service militaire obligatoire). Contrôle étudiant sur la question ;

21) Salles et moyens matériels pour toutes les Associations d'Etudiants reconnus par l'assemblée générale.

Comme on le voit, il ne s'agit pas là de proposer des « réformes de l'enseignement » mais de préserver le maximum de possibilités de réflexion et d'action pour les étudiants et le mouvement.

L'expérience de Vincennes ne prenant son sens que si les 21 conditions sont acceptées, il va de soi que nous allons tout faire pour qu'elles le soient.

Il est clair que les enseignants progressistes auront à cœur de participer à cette bataille, et qu'ils apporteront leur signature au bas de ces « 21 conditions ».

UN COMITE D'ACTION
VINCENNES.